

Les problèmes ne datent pas de ces derniers mois, ni du début du quinquennat.

C'est une politique au long cours depuis tant d'années et tant de gouvernements dont ceux qui expédiaient les canaux à eau contre les infirmières. Ce sont ces mêmes personnels du service public qui ont été fustigés, dénigrés, moqués, depuis des mois dans les débats sur les retraites. Les prétendus privilégiés sont à la tâche. Voilà pourquoi, je ne considère pas le soin comme une guerre. Nous sommes des êtres humains. Nous, et nos aînés dans les maisons de repos, les Ehpad, avons besoin de parler, d'être écoutés, rassurés. Ce n'est pas la robotique qui le permet. Et, les chiffres ne disent rien. Ils sont froids. Les critères de compétitivité sont loin de cette vie dans les hôpitaux et les lieux de soin. Le récit de ce Covid19 n'est pas un récit de guerre mais celui de la vie à conserver, à gagner, à regagner. Le soin n'est pas la guerre, et les soignants ne sont pas des soldats. Ils ont assez alerté sur la crise des moyens de l'hôpital. Aujourd'hui ils affirment leur volonté de soigner tout le monde.

C'est une des raisons de ma réticence autour de la notion « d'union nationale ». La solidarité nationale oui ; le combat commun oui. Oui, s'il s'agit d'unir les populations autour de la lutte contre cette pandémie. Mais ce ne peut être « l'union sacrée. » Nous ne partageons pas les mêmes opinions sur les causes de l'accélération de cette pandémie et des moyens mis en œuvre pour la combattre. Et, surtout je combats le fait que le capitalisme se serve de cette crise pour se réaménager sur fond de crédit public et de la sueur des travailleurs manuel et intellectuels. Celles et ceux qui nous ont emmené dans cette insécurité ne peuvent être exonérés de leurs responsabilités. Celles et ceux qui depuis l'adoption du traité de Maastricht et leurs critères antipopulaires doivent bien rendre des comptes.

Et à mon sens, les sorties de Mme Buzyn ne sont pas un épiphénomène à mettre au compte de la déprime ou de la vengeance. C'est bien plus profond que cela. Elle n'a pas les vices des politiciens, et sa naïveté la perdra certes. Mais, elle a dit tout naïvement des vérités sans en mesurer les conséquences. Un ministre dans nos contrées n'a que peu de pouvoir face à la froide administration de Bercy et aux injonctions européennes. Là encore, pourquoi décréter maintenant « l'union sacrée » quand la gravité de l'épidémie en Chine a été documentée vers la mi-janvier. À ce moment-là, les occidentaux regardaient les chinois en riant sous cape. Rappelons que les grands penseurs qui squattaient les médias dissertaient sur les avantages et les inconvénients d'un régime démocratique et d'un régime autoritaire, pour faire accroire la pernicieuse idée que le virus était plus virulent en Chine parce que c'est un régime autoritaire. Qu'ils aillent le dire aux Italiens en ce moment ! Seuls trois pays : Corée du sud, Taiwan et Hong-Kong se sont mobilisés après avoir pris au sérieux ces alertes. Ici aucune disposition n'a été prise pour accélérer la fabrication de masques, et pour préparer les tests. La technocratie des comptables et des irresponsables politiques ont regardé passer les choses. Et, depuis c'est la même communication contradictoire du pouvoir qui en permanence l'absolue

nécessité des mobilisations communes. Un jour on dit de ne pas sortir tout en disant d'aller voter le lendemain. Un autre, personne ne doit sortir, mais il faut aller au travail y compris pour les ouvriers du bâtiment.

Mais il faut aller plus loin. Celles et ceux qui ont élaboré, et fait voter le traité européen de Maastricht et ses critères délirants porteront une lourde responsabilité devant l'histoire. Ils auront fait croire qu'ils construisaient « l'Europe ». En vérité, il mettait en œuvre des critères de gestion capitaliste des sociétés dans le cadre de la globalisation financière et la militarisation sous l'égide de l'OTAN pour les marchés financiers. Ces critères ont aggravé les insécurités globales, insécurité alimentaire, insécurité sanitaire, insécurité pour les hommes et la nature. Ceci se faisait au moment où les Etats-majors stratégiques internationaux aux Etats-Unis comme en Europe alertaient sur les risques de ces insécurités résultant des choix politiques. J'avais eu l'occasion de travailler sur les 5 scénarios de la CIA lorsque j'ai préparé mon livre « L'Europe des peuples nous appellent ». Déjà en 2008, faisant une analyse des suites de la crise financière internationale, le centre d'analyse prospective de la CIA écrivait (p. 75) « l'émergence d'une maladie respiratoire humaine hautement transmissible et pour laquelle il n'y aurait pas de contre – mesure adéquate pourrait déclencher une épidémie mondiale » ... « Dans un tel scénario, une capacité de surveillance sanitaire insuffisante au sein de la nation d'origine empêcherait probablement une identification précoce de la maladie. La lenteur de la réaction de la santé publique retarderait la prise de conscience d'un agent pathogène hautement transmissible... Malgré les limites imposées aux voyages internationaux, des voyageurs présentant des symptômes bénins ou asymptomatiques pourraient transporter la maladie vers d'autres continents ». En France aussi, la menace sanitaire est envisagée dans des documents stratégiques. Toujours en 2008, le livre blanc de la défense et du renseignement alerte sur la sous-évaluation de la probabilité d'une pandémie. Voici ce qu'y est écrit : « Les désorganisations sociales majeures que peuvent provoquer les nouveaux types d'épidémies ou les accidents climatiques violents font partie des risques d'ampleur nouvelle qui pèsent sur la collectivité nationale ». Le livre blanc de 2013 souligne « En matière sanitaire, la circulation des personnes et des marchandises, la concentration de populations dans des mégapoles et la défaillance des systèmes de santé dans certaines zones favorisent la venue de crise majeures. Le risque existe d'une nouvelle pandémie hautement pathogène et à forte létalité résultant, par exemple de l'émergence d'un nouveau virus franchissant la barrière des espèces ou d'un virus échappé d'un laboratoire de confinement »... La revue stratégique de 2017 écrit « l'accroissement de la mobilité de la population favorise l'extension des aires de diffusion de certaines maladies, ainsi que la propagation rapide et à grande échelle de virus à l'origine d'épidémie diverse ». Même l'actuel directeur général de la santé M. Salomon avait en 2016 lancé des alertes dont une note à M. Macron. Pourquoi alors avoir continué à affaiblir l'hôpital public et méprisé les personnels ? Chacun voit bien que ces alertes lancées dans des conditions d'affaiblissement des services publics et de restriction de crédit public aurait dû être pris au sérieux jusqu'à changer de politique et sortir de ces traités européens et leur garrot déguisé en « pacte de stabilité », « règle d'or », « pacte

euro plus », et tout autre faribole mortifère. Qui répondra aujourd'hui de ces décisions depuis 30 ans ? Qui ?

Demain ne peut être comme avant. Et les travailleurs qui sont en première ligne ne peuvent être appelés à payer une nouvelle fois. Voilà qui rend insupportable, scandaleux même la volonté du pouvoir dans le cadre des lois d'urgence sanitaire de porter des coups au droit du travail. Toutes les contre-réformes de ces derniers mois doivent être rapportées sine-die. Imaginons que nous serions sous le coup de la contre-réforme des retraites avec la capitalisation. Les travailleurs et les retraités des Pays-Bas sont en train d'en faire la terrible expérience en ce moment où le principal fonds de pension ABP vient d'annoncer une baisse des retraites pour combler ses pertes sur les marchés financiers.

C'est bien au contraire qu'il faut songer. Les travailleurs doivent accéder au pouvoir. Comme au sortir de la résistance, les forces progressistes ne devraient pas tarder à y travailler.

Patrick Le Hyaric